

TURBULENCES MAGHRÉBINES



Jacques BARRAT

Universitaire, diplomate, membre de l'Académie des sciences d'outre-mer.

ÉDITORIAL

Afrique du nord, Afrique blanche du nord-ouest, petit Maghreb, grand Maghreb sont autant de qualificatifs utilisés pour désigner l'ensemble ou certains des territoires situés au nord du Sahara, Egypte exceptée. En effet, cette dernière bien qu'africaine, est considérée par beaucoup de géographes et de diplomates comme appartenant au Proche-Orient.

Maghreb en arabe veut dire « soleil couchant », ce qui démontre s'il en était besoin que vus de Damas ou de Bagdad, les territoires arabophones au nord du Sahara sont considérés comme les portions les plus à l'ouest du croissant arabo-musulman. Par grand Maghreb, il est convenu d'entendre les cinq pays suivants : Mauritanie, Maroc, Algérie, Tunisie et Libye. Par petit Maghreb, on désigne les seuls Maroc, Algérie et Tunisie.

Libye exceptée, parce qu'elle connut une très forte influence romaine puis italienne, géographie oblige, quatre pays du Maghreb ont été colonisés par la France et constituent donc une entité à la fois arabophone et francophone. Mais le moins qu'on puisse dire est que le Maghreb, grand ou petit, n'a jamais constitué un ensemble homogène.

Au pays montagneux qu'est le Maroc s'oppose, à de rares exceptions près, la plate Tunisie. De même, méditerranéen pour l'essentiel, le Maghreb n'en est pas moins atlantique au Maroc d'abord et surtout en Mauritanie dont toutes les côtes s'étendent au-delà des colonnes d'Hercule. Certes, ici et là, ce sont les sahels (plaines

côtières) qui concentrent les densités de population les plus grandes. Mais il serait hasardeux de croire que le moyen Atlas et le Rif sont vides tout comme les Aurès ou les massifs kabyles. En plaine ou en montagne, les genres de vie qu'on trouve sont typiquement méditerranéens. Mais à l'inverse, l'opposition entre agriculteurs sédentaires et éleveurs nomades, si elle s'est considérablement atténuée depuis la presque disparition du grand nomadisme, n'a jamais constitué pour autant un facteur d'unité dans la géographie humaine du Maghreb, bien au contraire !

Dans le même ordre d'idées, historiquement parlant, les colonisations romaine et turque ont beaucoup moins touché les rives marocaines et encore celles de la Mauritanie. De manière comparable, alors que le *limes* se plaçait très au sud en Tunisie et en Algérie (Timgad), l'empreinte de Rome fut plus que superficielle à l'ouest, une fois dépassée la ville d'Oran. La colonisation turque, pour sa part, marqua profondément la côte tunisienne, la corniche kabyle et le Sahel d'Alger. Mais la présence des *haouch* disparaît dans l'Oranais dont on connaît l'imprégnation juive et espagnole. Il est vrai que l'empreinte laissée par les soldats turcs ne fut pas la même selon qu'ils étaient autorisés ou non à prendre femme dans les régions qu'ils occupaient. De même, la culture berbère a pratiquement disparu de Tunisie tandis qu'elle intéresse encore au moins 40% des Algériens et près de 60% des Marocains.

L'influence du système administratif, installé d'abord par Rome (*Mare nostrum*) puis beaucoup plus tard par les Turcs ne fut jamais aussi prégnante que celui voulu et réalisé par la colonisation française. Jusqu'au milieu du XX^e siècle, des structures administratives solides, installées de la rive nord du fleuve Sénégal jusqu'à la frontière libyenne permirent aux échanges commerciaux et humains de se multiplier. Le Sahara pacifié autorisa un nouvel essor du trafic caravanier. Le Maghreb exista alors pleinement en tant qu'entité pendant cette courte période de « paix française », même si l'Algérie était un département français tandis que le Maroc et la Tunisie avaient le statut de protectorat. Aujourd'hui, il n'en est plus rien. Les relations entre le Maroc et l'Algérie sont pratiquement nulles. La frontière algéro-tunisienne n'est que rarement traversée sauf à aller chercher en Tunisie les produits qui manquent dans l'austère république algérienne. Le Sahara enfin est redevenu une zone de danger.

Il est vrai que depuis la décolonisation, les différences entre les trois territoires du petit Maghreb et les cinq territoires du grand Maghreb n'ont cessé de s'accroître. Alors que la Mauritanie se détachait peu à peu de ses anciens liens coloniaux, que la Libye tentait de regarder de plus en plus vers l'Afrique et de moins en moins vers l'Italie, les pays du petit Maghreb, eux, une fois décolonisés, ont tissé des liens

de plus en plus étroits avec l'ancienne métropole coloniale, liens d'ailleurs indispensables pour des raisons économiques et humaines, ne serait-ce que par l'importance de la diaspora maghrébine en France qui compte plusieurs millions d'individus. Ces nouvelles relations ont placé ces pays nouvellement indépendants dans une nouvelle situation de dépendance, encore plus forte, quoique plus subtile. L'acculturation n'a rien arrangé et les tentatives de ré-arabisation n'empêchent pas un recours obligatoire à la langue française pour accéder à l'universel.

Les régimes politiques et les systèmes économiques choisis après le départ des Français sont également fort divers. Le Maroc a conservé une monarchie, gardienne, il est vrai, de l'unité entre Berbères et arabophones et a opté pour le libéralisme économique. L'Algérie, entièrement aux mains des dirigeants du FLN et des militaires totalement étrangers pour la plupart au monde des anciens *Moudjahidines*, a choisi une voie socialiste de développement qui emprunta à ses débuts beaucoup trop au modèle soviétique. La Tunisie enfin, avec le bourguibisme, tenta d'explorer les voies d'une république laïque mais empreinte d'autoritarisme. On sait ce qu'il advint de ces choix et le lourd bilan qui en résulte est bien évidemment à la source des explosions sociales de ce que d'aucuns appellent le « Printemps arabe ».

En Mauritanie, les coups d'Etat n'ont cessé de se succéder et l'économie du « pays d'un million de poètes » est à la dérive. Au Maroc, la stabilité de la monarchie a aidé à la croissance mais en même temps a mené à l'immobilisme. En Algérie, l'échec patent du socialisme a laissé les islamistes contester par la violence un régime militaire prévaricateur et corrompu. En Tunisie, après le vent de liberté, de modernité et de laïcité, peu ou prou insufflé par Bourguiba, s'est établie et renforcée la dictature d'un homme, formé aux Etats-Unis, qui avait mis en place ces dernières années un système de racket familial redoutable. Aujourd'hui, les économies de ces quatre pays sont toutes marquées par le sous-développement, même si la Tunisie avait pu faire croire jusqu'à ces derniers moments que son relatif libéralisme et sa presque laïcité pouvaient lui permettre de ressembler plus ou moins à certains pays latins de la rive nord de la Méditerranée.

L'Algérie est un pays très riche des ressources naturelles qu'elle puise au Sahara. Mais on peut se demander où passent les revenus du pétrole. En même temps, la socialisation des campagnes, le rêve fou de l'autogestion ont fait disparaître son agriculture et ce pays doit aujourd'hui importer une grande part de sa nourriture. L'industrialisation « à la soviétique » a également été un échec patent et le mythe déchu des « industries industrialisantes » n'aura fait rêver que quelques intellectuels tiers-mondistes et marxistes. Le Maroc et la Tunisie, restés plus agricoles pour leur

plus grand bonheur, sont malheureusement trop dépendants des revenus du tourisme. Mais dans ces trois cas, ce sont les médias et les nouvelles technologies de l'information et de la communication qui, malgré toutes les formes de censure, ont donné aux jeunes de ces pays la possibilité de comparer leurs conditions d'existence à celles qui existent dans les Etats du nord de la Méditerranée. Cela leur a donné le goût de vivre à l'occidentale et l'exigence de pouvoir aspirer à la liberté, à la consommation, au bonheur.

C'est la Tunisie, le pays le plus modernisé, le plus occidentalisé, le plus éduqué qui a explosé en premier (l'Algérie est en crise larvée sinon en guerre civile depuis la fin des années 1970) parce que sa jeunesse et les classes moyennes, plus nombreuses ici qu'ailleurs, n'ont plus voulu supporter la dictature d'un parti unique incarné par un homme détesté parce que devenu détestable. C'est ce divorce entre les populations et les dirigeants qui a petit à petit gagné le reste du monde arabe. Les dictateurs n'ont pas pu maintenir plus longtemps leurs peuples en dehors de la mondialisation, incapables qu'ils étaient de lutter efficacement contre les avancées technologiques de l'internet et l'engouement des jeunes pour *Facebook*, *Twitter*, etc. constructeurs de nouveaux réseaux sociaux. A cela il faut rajouter la mise en place par les grandes puissances d'une nouvelle forme de diplomatie, la cyber-diplomatie. Elle utilise ces nouvelles technologies de sorte d'influer sur les opinions, de fabriquer des mouvements d'idées. A ce niveau, le rôle joué par la CIA aussi bien en Tunisie qu'en Egypte est particulièrement révélateur des nouveaux types de conflits qui se profilent à l'horizon. En ce sens, le monde arabe semble avoir été un excellent champ d'expérience de la capacité de destruction de ces nouvelles technologies. Leur pouvoir de mobilisation des masses, leur aptitude à détruire toutes les formes d'institutions tout comme le pouvoir qu'elles ont de substituer momentanément le virtuel au réel en font des armes d'une dangerosité extrême. Le problème est qu'elles ne semblent pas aptes pour l'instant à aider et favoriser les processus de reconstruction.

Il serait faux de croire que les révoltes du monde arabe sont comparables dans leurs expressions comme dans leurs causes. En effet, chaque pays constitue un cas à part, au Maghreb comme ailleurs. Trois caractéristiques communes méritent néanmoins d'être signalées.

Tout d'abord, les mouvements religieux, islamistes en l'occurrence, ne semblent pas avoir été à l'origine de ces explosions, même s'ils tentent de les récupérer avec plus ou moins de retard et de succès. Mais il est plus que probable qu'à moyen ou long terme, ils seront les gagnants.

Ensuite, les répressions suscitées par ces explosions sociales sont extrêmement différentes, plus ou moins bien adaptées d'ailleurs, certaines ayant carrément échoué comme en Tunisie ou en Egypte.

Enfin, les solutions proposées pour sortir de la crise, si elles sont d'ores et déjà visibles au Maroc, ne sont pas encore formulées en Algérie. Elles sont d'autant plus incertaines en Tunisie qu'il faudra attendre après l'été la tenue d'élections législatives sensées installer une assemblée constituante.

Concernant la Libye où la guerre civile continue de faire rage, la vieille coupure en deux (Cyrenaïque-Tripolitaine) réapparaît aujourd'hui au moment même où l'auteur du petit livre vert est inculpé par la Cour internationale de justice de la Haie. De même, il faut comprendre que l'armée égyptienne, très soutenue certes par les Etats-Unis, n'a aucunement abandonné le pouvoir. La répression en Syrie, quant à elle, montre la haine d'un peuple qui veut se débarrasser de la dictature des Alaouites, de même que le Yémen n'a pas vraiment réussi sa révolution sous prétexte que le chef de l'Etat, blessé, soigné en Arabie Saoudite, a dû quitter Sanaa. Enfin, la dynastie sunnite au pouvoir au Bahreïn a pu, grâce à l'intervention de l'armée saoudienne, se débarrasser pour un temps de la contestation des masses chiïtes.

Pour toutes ces raisons, il serait malvenu aujourd'hui de se livrer à des pronostics. On peut tout au plus se hasarder à imaginer des scénarii du possible et de l'impossible. Il faut néanmoins admettre que le monde arabe en général et le Maghreb en particulier, souffrent des mêmes maux.

En premier lieu, le monde arabe est peu nombreux démographiquement parlant (300 millions d'habitants au maximum), ce qui diminue l'importance de l'arabophonie déjà gênée par le caractère peu adaptable de l'arabe classique à la modernité. Le fait est que les arabophones doivent utiliser le français ou l'anglais pour accéder à la modernité et à la mondialisation.

En second lieu, le monde arabe est devenu très minoritaire au sein de l'islam lui-même car les Arabes ne représentent même plus 12% du total des musulmans.

Enfin, s'ajoutant aux complexes et rancœurs issus de la colonisation, le monde arabe souffre aussi d'avoir toujours perdu toutes les guerres qu'il a entamées et de n'avoir pas réussi par la force à régler le problème palestinien. Symbole de ces impuissances : l'inutilité de la Ligue arabe dont on peut se demander aujourd'hui à quoi elle pourrait servir.

Les grands gagnants de ces mouvements révolutionnaires au Maghreb seront-ils les islamistes parce qu'ils sont à la fois crédibles et organisés ? C'est d'autant plus probable que les économies maghrébines se sont déjà lentement écroulées ou sont en voie d'écroulement. On connaît les retards marocains, les terribles insuffisances algériennes. La Tunisie semblait aller mieux. Or, depuis janvier 2011, le chômage y a doublé, la fréquentation touristique s'est effondrée des deux tiers et les plus démunis n'entrevoient plus qu'une solution : l'exil.

Le pouvoir en place en Mauritanie pourra-t-il se maintenir et pour combien de temps ? Au Maroc, les propositions de réformes, valables par ailleurs, formulées par le roi, suffiront-elles à calmer la situation ? Combien de temps le pouvoir algérien dont la légitimité est de plus en plus contestée par le peuple des « parabolisés » pourra-t-il faire attendre sa jeunesse qui demande simplement qu'on lui offre quelques perspectives d'avenir. Les diatribes anticolonialistes ne font plus recette. La Tunisie va-t-elle sombrer dans un chaos économique qui la poussera à nouveau vers un régime autoritaire. La négociation est-elle encore possible tant en Libye qu'en Syrie. Il est certain que le sort de l'Égypte pèsera d'un poids très lourd sur le devenir d'Israël et celui de l'État palestinien. Quant à l'Arabie Saoudite, encouragée à ce niveau par son Mentor américain, elle pourra peut-être libéraliser peu à peu ses structures politiques tout comme tempérer la rigueur religieuse qui régit le fonctionnement de sa société.

Un simple retour au calme politique et partant, à la croissance économique, ne saurait être la panacée universelle. En effet, chacun s'accorde pour dire qu'une simple augmentation du PIB a toujours eu pour conséquences un accroissement des inégalités sociales, sectorielles et régionales, sauf à mettre rapidement en place des contre-pouvoirs, sinon des anti-pouvoirs. Là se manifeste encore le pari sur la liberté !

Une chose est sûre : un demi siècle après les indépendances, il est désormais loin le temps où la démagogie tiers-mondiste faisait tout pardonner aux dictateurs et aux chefs des partis uniques, au prétexte qu'ils avaient acquis tous les droits pour avoir chassé les colonialistes ou simplement prêché les bienfaits supposés du socialisme. L'heure des comptes a sonné.